

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2399 - 25 juillet 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Halte
au massacre
du peuple
palestinien !**

Contre le chômage

**Il faut interdire les licenciements
et partager le travail entre tous**

SOMMAIRE

Leur société

- p.4 ■ Budget militaire : 500 millions de rallonge
- Lutter contre le racisme et l'antisémitisme, une nécessité pour les travailleurs
- La politique de Hollande renforce le FN
- Allier Habitat - Vichy : le ras-le-bol des locataires
- p.5 ■ Le Medef en veut toujours plus
- Microsoft licencie en masse
- Club des milliardaires : ça plane pour eux
- p.11 ■ Autour des OPA, la spéculation continue
- Attaques contre le Code du travail
- Universités : vers la sélection des étudiants ?
- p.12 ■ Collision entre deux trains : économies sur la sécurité

Dans le monde

- p.6-7 ■ Gaza : Halte au massacre des Palestiniens
- Israël : d'autres voix tentent de se faire entendre contre la guerre
- Malaysia Airlines : la chaîne des responsabilités
- Portugal : effondrement boursier
- Le virus Ebola progresse en Afrique
- Maroc : le Premier ministre contre le travail des femmes
- Italie : la pauvreté grandit encore
- p.12 ■ Visite de Hollande en Côte d'Ivoire
- USA : Obama pourchasse les sans-papiers

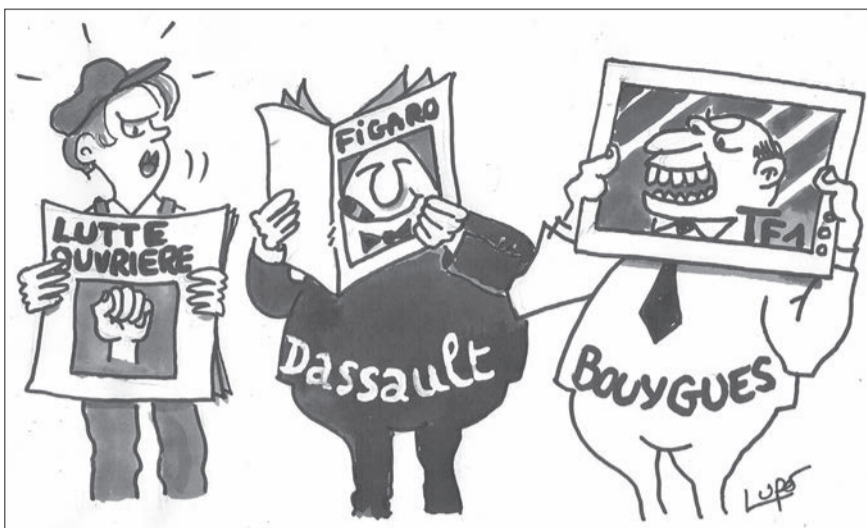
Dans les entreprises

- p.8 ■ Banque de France - Clermont-Ferrand
- Vendredi Media - Cholet, Michelin - Clermont-Ferrand
- p.9 ■ Ex-Altia - Beaucourt
- Sanofi
- MuCem - Marseille
- p.10 ■ PSA Peugeot Citroën - Poissy
- Sevelnord - Hordain
- Française de Mécanique - Douvrain

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis le début de l'été et jusqu'à la fin du mois d'août, les caravanes de Lutte Ouvrière poursuivent leur route, faisant étape dans près de 200 villes du pays, à la rencontre de la population.

Ce ne sont pas les questions à discuter qui manquent. Les deux ans de gouvernement socialiste se sont traduits d'un côté par la hausse du chômage et l'appauvrissement des classes laborieuses, et de l'autre par l'enrichissement d'une poignée d'actionnaires et de capitalistes spéculateurs. Comment mettre fin à cette situation ? Quel



programme et quelle forme de lutte les travailleurs devront-ils adopter pour faire payer les véritables profiteurs de la crise, et non ceux qui produisent toutes les richesses ?

C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent discuter avec vous. Vous trouverez ci-dessous les prochaines étapes de nos caravanes.

Et, plus généralement, face aux conflits qui ensanglantent la planète et dont les peuples sont victimes, que ce soit en Afrique, en Ukraine ou au Moyen-Orient avec le massacre des Palestiniens de Gaza, comment parvenir à construire une société communiste, débarrassée des guerres, de l'exploitation et de l'oppression ?

Centre

Judi 24 juillet : Nevers
Vendredi 25 juillet : Châteauroux
Samedi 26 juillet : Vierzon

Champagne-sud

Judi 24 juillet : Vitry-le-François
Vendredi 25 juillet : Verdun
Samedi 26 juillet : Saint-Dizier

Yonne

- Seine-et-Marne

Judi 24 juillet : Montereau
Vendredi 25 juillet : Nemours
Samedi 26 juillet : Melun

Tarn - Languedoc

Judi 24 juillet : Narbonne
Vendredi 25 juillet : Perpignan
Samedi 26 juillet : Carcassonne

Nord

Lundi 28 juillet : Béthune
Mardi 29 juillet : Maubeuge/
Ferrière-la-Grande
Mercredi 30 juillet : Lens
Judi 31 juillet : Denain/Anzin/
Douchy-les-Mines
Vendredi 1^{er} août : Valenciennes
Samedi 2 août : Douai

Aisne

Lundi 28 juillet : Hirson/
Fourmies
Mardi 29 juillet : Saint-Quentin
Mercredi 30 juillet :
Péronne/Bohain
Judi 31 juillet : Laon
Vendredi 1^{er} août :
Chauny/Tergnier
Samedi 2 août : Soissons

Saône-et-Loire - Jura

Lundi 28 juillet : Mâcon
Mardi 29 juillet : Le Creusot

Mercredi 30 juillet :

Chalon-sur-Saône
Judi 31 juillet : Dole
Vendredi 1^{er} août :
Lons-le-Saunier
Samedi 2 août : Beaune

Auvergne

Lundi 28 juillet :
Clermont-Ferrand
Mardi 29 juillet : Issoire
Mercredi 30 juillet : Vichy
Judi 31 juillet : Montluçon
Vendredi 1^{er} août : Moulins
Samedi 2 août : Riom

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos- Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal juillet 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Gaza sous les bombes Un massacre inacceptable

Depuis maintenant plus de deux semaines, le pilonnage de la bande de Gaza n'a connu de cesse, laissant chaque jour son lot de morts et de blessés, dont la quasi-totalité est constituée d'enfants, de femmes, de cette population civile, comme on dit, dont on peut difficilement prétendre qu'elle constitue une menace pour la population israélienne. Et tout laisse penser que ce n'est pas terminé.

Comment croire les laborieuses justifications des autorités israéliennes, qui prétendent que ce massacre serait nécessaire et qu'Israël serait en état de légitime défense, afin d'assurer la sécurité des habitants de ce pays? Comment admettre que ces bombardements venus d'abord du ciel et de la mer, auxquels s'est désormais ajoutée l'intervention terrestre, puissent servir à détruire les tunnels que le Hamas aurait creusés pour envahir Israël? Personne de bonne foi ne peut se laisser abuser par de telles fables.

Non, l'objectif réel du gouvernement israélien n'est pas d'assurer la sécurité de son pays et de ceux qui vivent sur son sol. Au contraire! Cette politique est une politique terroriste, au plein sens du terme, puisqu'elle vise à terroriser les Palestiniens dans leur ensemble. Elle aura pour conséquence d'alimenter une colère qui fournira de nouveaux bataillons prêts à se venger. Au bout du compte, ceux qui compromettent, sans doute pour des décennies, la sécurité en Israël, ce sont les dirigeants d'Israël eux-mêmes.

Mais s'ils peuvent s'autoriser un tel acharnement meurtrier, c'est qu'ils savent qu'ils n'auront pas à se heurter à l'opposition des dirigeants des grandes puissances. Obama vient de réaffirmer qu'il comprenait que le gouvernement israélien se défende, mais qu'il lui demandait de «*minimiser ses bombardements*». À combien de victimes quotidiennes ce représentant de l'impérialisme américain estime-t-il que les massacres seraient tolérables?

Le gouvernement français est sur la même longueur d'onde. Il vient de le montrer une nouvelle fois, d'une façon dérisoire mais combien significative, en interdisant, à Paris puis à Sarcelles, des manifestations de protestation contre l'intervention israélienne à Gaza. Afin «*d'éviter des désordres et de combattre l'antisémitisme*», a-t-il osé affirmer avant même que ces manifestations aient eu lieu. On a pu mesurer les résultats

d'une telle décision! Puis, le lendemain, il s'est servi du même prétexte pour condamner ces manifestations, alors qu'il est le premier responsable des désordres qui se sont produits.

Personne, absolument personne, ne peut justifier l'antisémitisme, ni aucun racisme d'où qu'il vienne. Il faut s'opposer à tous ceux qui propagent et cultivent, que ce soit par inconscience ou par calcul, ces poisons démagogiques.

Mais quand Valls et ses compères du gouvernement s'érigent en vertueux représentants d'un tel combat, on est perplexe. Valls qui, quand il se proclamait ostensiblement le «*premier flic de France*», cultivait le racisme contre les Roms, n'est pas le mieux qualifié pour donner des leçons de morale dans ce domaine.

Est-il nécessaire de rappeler que ce qui fournit le principal aliment aujourd'hui à l'antisémitisme de par le monde, ce ne sont pas les manifestants qui proclament légitimement leur indignation devant les massacres de toute une population, mais les massacreurs eux-mêmes et leurs soutiens internationaux? Comme Valls et Hollande.

Il y a sans doute, parmi les diverses raisons qui ont motivé ce gouvernement pour interdire de manifester, la dérisoire préoccupation de Valls de cultiver sa posture d'homme ferme et intraitable, histoire, du même coup, de faire les yeux doux à ce que l'on appelle l'électorat juif. Cela rend encore plus odieuse cette décision gouvernementale.

Quoi qu'il en soit, personne ne peut rester indifférent ou neutre devant ce qui se passe aujourd'hui au Moyen-Orient sous nos yeux, puisqu'on peut suivre quasiment en temps réel, à travers les images diffusées par les télévisions du monde entier, les bombardements et leurs sinistres effets.

Des massacres, il y en a d'autres par le monde aujourd'hui, tout aussi insupportables et révoltants. Il faut les dénoncer et surtout dénoncer les dirigeants politiques qui en sont, directement ou indirectement, responsables.

Mais cela n'est pas une raison pour se taire et cesser de faire entendre les protestations contre le carnage perpétré de sang-froid par l'État israélien et son armée.

• Contre le chômage

Interdire les licenciements et partager le travail entre tous

Au début du mois de juillet, Pôle emploi était pointé du doigt car seuls 44 % des chômeurs « sortis » de ses listes en décembre 2013 auraient réellement retrouvé un travail, dont moins de la moitié en CDI.

Les autres ont été radiés pour diverses raisons, mais sont en réalité toujours au chômage. En guise de « solution », la Cour des comptes recommande à Pôle emploi... de mieux intégrer les cabinets privés qui sous-traitent le reclassement

des chômeurs en faisant leurs profits au passage.

Mais le fond du problème, qui ne fait que s'aggraver, est qu'avec la crise le patronat, et en tout premier lieu le grand patronat, ne veut pas embaucher. Il licencie au contraire,

ferme des entreprises, accroît l'exploitation de ceux qui ont encore un emploi et cherche à placer son capital dans des opérations plus rentables, qui lui donneront des marges de profit plus importantes. Plus encore qu'en délocalisant certaines usines dans des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher, les capitaux rapportent grâce à la spéculation boursière, tantôt sur l'immobilier tantôt

sur les matières premières, en passant par la spéculation sur la dette des États, le change des monnaies, ou encore grâce à de simples opérations de rachats et de reventes d'entreprises, toujours accompagnées de restructurations.

Peu importe aux capitalistes que la production recule et que le pouvoir d'achat des familles des classes laborieuses s'effondre, du moment que leurs

profits se maintiennent au plus haut niveau.

La solution au chômage ne dépend donc ni de Pôle emploi ni a fortiori de cabinets privés qui en font un business lucratif. La seule issue, c'est que le monde du travail impose aux capitalistes l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous, sans diminution de salaire.

Pierre MERLET

• Budget militaire

500 millions de rallonge

Au lendemain des fêtes patriotardes du 14 juillet, Hollande a annoncé le déblocage de 500 millions d'euros supplémentaires pour le budget de la Défense de 2014 et 2015. Il a manifestement été sensible à la grogne des grands patrons de l'armement et du sommet de l'armée, quatre chefs d'état-major étant même allés jusqu'à menacer de démissionner si le budget prévu pour les années à

venir n'était pas revu!

Hollande a donc choisi d'activer une clause de la Loi pour la programmation militaire 2014-2017 (LPM), qui prévoit ces 500 millions supplémentaires pour «*sécuriser les programmes d'équipement*». Ils viendront compenser en partie les coupes prévues dans le budget militaire... comme dans les budgets de tous les autres ministères.

Le ministère de la Défense devrait ainsi disposer de plus de 31 milliards d'euros par an pour 2014 et 2015, ce qui en fait le troisième poste budgétaire de l'État après le remboursement de la dette et l'Éducation nationale.

Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense, a déjà prévu à quoi seront utilisés ces crédits supplémentaires: à acheter des drones, un quatrième



Des milliards qui s'envolent.

sous-marin d'attaque, à développer un nouveau missile, etc. Toutes choses totalement inutiles à la population vivant en France et qui peuvent même

devenir mortelles pour les peuples victimes des interventions militaires françaises, en Afrique et ailleurs.

Valérie FONTAINE

• Lutte contre le racisme et l'antisémitisme

Une posture pour Hollande et Valls, une nécessité pour les travailleurs

La campagne lancée par le gouvernement, Valls en tête, depuis le 20 juillet laisse un profond malaise. Partant des incidents réels qui se sont passés à Sarcelles à l'issue d'une manifestation contre les crimes de l'armée israélienne à Gaza, il mène une opération ouvertement politicienne.

Brandissant le drapeau de la lutte contre l'antisémitisme, ajoutant une timide référence plus générale au racisme pour contrebalancer, il se présente en défenseur de ce qu'il appelle «l'ordre républicain». Ce ne sont pas des idées et des droits démocratiques que le gouvernement défend, mais une posture. D'ailleurs les porte-parole de la droite se sont sentis obligés d'en rajouter sur le terrain du maintien de l'ordre.

Quand ce gouvernement se présente comme le champion de la lutte contre l'antisémitisme et le racisme, on doit se méfier. Cela fait un certain temps que Valls flirte avec des préjugés xénophobes et racistes. Du coup, en réaction et par rejet de ce gouvernement, qui ne ménage pas ses coups contre le monde du travail, en reprenant

l'adage «les ennemis de mon ennemi sont mes amis», certains travailleurs pourraient se laisser tromper et reprendre à leur compte des prises de positions antisémites.

L'antisémitisme, le racisme et la xénophobie sont des idées mortelles pour le monde ouvrier. Au-delà de leur caractère imbécile et barbare, ces préjugés servent à dresser les exploités et les opprimés les uns contre les autres, à les solidariser avec leurs pires ennemis, les exploités qui profitent de cette division haineuse.

Un exemple de ce que pourrait être une dangereuse dérive a été donné par les incidents de Sarcelles, sans que l'on sache qui étaient ceux qui se sont attaqués à la synagogue et qui ont incendié des commerces appartenant à des Juifs. Ils ont,

consciemment ou par inconscience, contribué à opposer les deux principales populations de la ville. Sarcelles est une ville populaire, où cohabitent depuis longtemps des milliers de familles issues pour la plupart du Maghreb, les unes juives, les autres arabes. Toutes subissent les mêmes difficultés liées à la situation actuelle. Créer un fossé

entre elles en prenant prétexte des crimes commis à Gaza sert les intérêts du patronat et du gouvernement à son service.

Ce fossé n'existe pas aujourd'hui et on peut espérer que ce qui s'est passé aura l'effet inverse.

La seule boussole qui permette de s'orienter dans ce monde chaotique où la barbarie

rôle partout, et qui permette de discerner qui sont les ennemis des travailleurs et qui sont leurs alliés, reste la référence aux perspectives de transformation sociale. Elles portent l'espoir d'un monde débarrassé des scories réactionnaires, politiques et idéologiques qui le polluent.

Paul SOREL

Hollande inquiet des scores du FN... que sa politique renforce

Selon *Le Parisien* du 20 juillet, François Hollande s'inquiéterait de l'éventuelle présence du Front national au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Il aurait affirmé: «*Ce n'est pas un risque, c'est une réalité.*»

Hollande craint que le candidat du Parti socialiste soit éliminé dès le premier tour, devancé par ceux de droite et d'extrême droite. Ces

déclarations sont un avant-goût de ce que le PS dira aux électeurs: voter pour son candidat dès le premier tour pour assurer sa présence au second.

La montée du Front national est bien sûr une menace pour l'ensemble des travailleurs car ce parti vise à les affaiblir en les divisant de toutes les façons possibles et en dressant entre eux des barrières en fonction de leurs origines.

Mais, aujourd'hui les coups viennent du gouvernement et c'est cela qui procure de nouveaux électeurs au FN qui profite de la colère et du désarroi dans les classes populaires. La lutte contre le FN commence donc, pour les travailleurs, par la lutte contre le gouvernement actuel et sa politique entièrement dévouée au grand patronat.

Patrick GAREL

• Allier Habitat – Vichy

Le ras-le-bol des locataires

Les habitants des logements à loyers modérés de la commune de Cusset en ont assez. En mai dernier, ils sont allés manifester à Moulins devant le siège d'Allier Habitat qui gère ces logements.

Allier Habitat, c'est 4 600 logements répartis sur 140 communes du département. Le mécontentement concerne les villes de Vichy, Cusset, Bellerive-sur-Allier, Saint-Yorre et Saint-Germain

des Fossés.

La Confédération nationale du logement (CNL) de l'Allier a organisé une visite des appartements avec les locataires, en mai dernier à Cusset, avenue du Drapeau et à la cité de Presles. Et le constat est sans appel: vétusté de l'électricité, des évacuations d'eau. Des travaux de réhabilitation ont été effectués, mais les problèmes de malfaçons sont nombreux: électricité, plomberie, évacuations des WC, papiers peints et sols abimés, sans parler des problèmes d'inondations

qui perdurent, de manque de chauffage durant l'hiver dernier.

De plus les charges facturées aux locataires sont excessives, et des expulsions pour raison économique menacent. Une réunion organisée en juin par la CNL a regroupé une centaine de locataires de Lapalisse, Cusset, Bellerive, Saint-Germain des Fossés, Vichy face aux responsables d'Allier Habitat et du Conseil général.

Allier Habitat se justifie en donnant des chiffres (20 millions d'euros pour

l'amélioration, mais il faudrait 70 à 80 millions etc.), invoquant les contraintes budgétaires, une «enveloppe non extensible», pour conclure par l'organisation de concertations avec questionnaires.

Le désengagement de l'État pour le logement est flagrant; ce serait pourtant à lui d'engager une politique de grands travaux pour construire et améliorer des logements corrects à la portée des classes populaires. Mais l'absence de subventions est un choix politique. On nous dit que les

caisses sont vides? Mais l'État distribue en aides publiques aux entreprises des sommes considérables.

Les locataires d'Allier Habitat sont furieux et citent les portes d'accès qui ne ferment pas, les caves qui sont inaccessibles, les fuites d'eau, les relevés de compteurs d'eau erronés, les problèmes d'odeurs et d'insonorisation, de vols. Mais à part l'augmentation des loyers, ils ne voient rien venir!

Correspondant LO

Le Medef en veut toujours plus

Rien de nouveau dans l'interview de Pierre Gattaz que *le Figaro* a publiée lundi 21 juillet. Le président du Medef y répète une fois de plus que la situation est catastrophique, qu'il n'y a dans les entreprises françaises ni investissements ni embauches.

Mais pour lui, ce n'est pas la faute des patrons qui suppriment des emplois et spéculent au lieu d'investir. «*Les entrepreneurs sont des héros*» et «*l'obsession du Medef est de créer des emplois*», affirme-t-il. Il n'y a pas de création d'emplois parce qu'il n'y a pas de croissance, et la faute

en est d'abord aux rigidités et complications de la législation française, au Code du travail, aux impôts, bref, à tout ce qui, à l'en croire, empêcherait les bourgeois de faire le bonheur du peuple.

Il applaudit au pacte de responsabilité. Il se félicite que le Medef réussisse à faire passer les priorités des entreprises : report du compte pénibilité, confirmation des baisses de charges patronales. Mais, insiste-t-il, il faut aller plus loin et plus vite. Il faut passer à des réformes structurelles profondes, pour restaurer la compétitivité du pays, c'est-à-dire, pour lui, les profits des bourgeois. Il veut en particulier un nouveau dialogue social, qui

consisterait à supprimer lois et accords collectifs afin de discuter au niveau de l'entreprise. Un dialogue qu'il qualifierait pour un peu «*d'égal à égal*».

Valls a prévu de faire 50 milliards d'économies sur la dépense publique : Gattaz en veut le double, mais sans réduire les investissements ni les cadeaux au patronat, évidemment. Il souhaite aussi supprimer cet impôt à 75% qui frappe une partie des très hauts revenus : bien sûr ce n'est qu'un symbole, mais ne donne-t-il pas à l'étranger, comme les 35 heures, une image repoussante de la France?

Gattaz annoncera à l'université du Medef une

douzaine de mesures «*turbo*», censées créer rapidement un million d'emplois. Parmi elles, il y a la discussion concernant la suppression de l'interdiction du travail du dimanche et après 21 heures, ainsi que des mesures facilitant l'emploi à domicile et l'apprentissage. Quant au smic, il veut rediscuter de son niveau. Or, on se rappelle que Gattaz parlait en mai dernier d'un «*smic intermédiaire*», à 600 ou 700 euros.

Les mesures que Gattaz propose ne visent qu'une chose : maintenir et augmenter les profits, ces profits monstrueux qui tuent les emplois des travailleurs qui les génèrent.

Vincent GELAS

Choc de simplification aux dépens des travailleurs

Mardi 22 juillet les députés ont commencé à examiner quinze mesures visant, d'après le gouvernement, à simplifier la vie administrative des entreprises et des entrepreneurs. Il s'agit de la première salve d'une cinquantaine de dispositions du même type constituant un «*choc de simplification*».

S'il paraît sensé d'abolir l'obligation faite aux boulangers de déclarer leurs dates de congés en préfecture et honnête d'interdire la rétroactivité des modifications des barèmes d'imposition, la plupart des mesures ont de quoi inspirer la méfiance.

Plusieurs visent par exemple à simplifier les formalités d'obtention du permis de construire, y compris pour les canalisations de gaz et produits chimiques, à affaiblir les normes de sécurité, à réduire les obligations des entrepreneurs du bâtiment, à augmenter les possibilités de construire en ville, etc. Cela ouvre des perspectives de nouveaux profits aux rois du béton et cela promet un moindre contrôle public sur la sécurité des installations.

La simplification vise également les rapports entre patrons et salariés. Il sera désormais plus facile d'être auto-entrepreneur, ce qui revient au mieux à s'exploiter soi-même sans cotiser aux caisses sociales, voire à faire de la sous-traitance pour le compte d'un patron qui ne cotise pas. Les patrons de petites entreprises auront de plus quasiment les mains libres pour utiliser les chèques emploi, et donc traiter les travailleurs comme des kleenex. Autant dire que les associations patronales applaudissent des deux mains et réclament même la simplification ultime, celle du Code du travail.

Été comme hiver, de pacte en accord, de loi en «*choc*», le gouvernement PS continue donc à démonter pièce par pièce les lois et dispositions limitant l'exploitation des travailleurs.

Paul GALOIS

Microsoft licencie en masse

Le géant de l'informatique américain vient d'annoncer des suppressions d'emplois sans précédent : 14% de ses effectifs, soit 18 000 salariés dans le monde, dont la majorité en Finlande.

Le groupe de Bill Gates est pourtant très loin d'être en difficulté. Il emploie actuellement 127 000 salariés dans le monde, et s'est récemment payé le luxe de racheter le groupe finlandais Nokia, spécialisé dans la téléphonie mobile, pour 7,2 milliards de dollars. Malgré ce coûteux rachat, Microsoft attend tout de même 22 milliards de dollars de bénéfices pour le dernier exercice fiscal. Les temps ne sont donc pas particulièrement difficiles.

Mais il en faut toujours plus. Le rachat de Nokia a été le prétexte pour dénoncer

des doublons, des postes soi-disant «*en trop*», qui brideraient les profits possibles du groupe. Une usine fermerait donc en Hongrie et, sur les 27 000 salariés du groupe finlandais, 12 500 se retrouveraient dehors, ainsi que 5 500 autres dans le reste du groupe. Les politiciens finlandais se sont aussitôt

déclarés «*trompés*» par Microsoft, qui avait promis qu'un plan social ne serait pas envisagé. Mais chacun sait ce que valent les promesses des patrons...

Microsoft n'est pas un cas isolé. Ces dernières années, les plans sociaux se sont multipliés dans l'informatique : 50 000 chez Hewlett-Packard,

12 000 chez IBM, 5 000 chez Intel. L'informatique est pourtant un domaine qui ne cesse de se développer mais, comme dans d'autres secteurs, les patrons font faire la même quantité de travail avec de moins en moins de travailleurs, afin d'augmenter leurs profits.

Camille PAGLIERI

Charité bien ordonnée

Bill Gates, le fondateur de Microsoft, est connu pour être un patron «*humaniste*», engagé dans l'action caritative. Il a d'ailleurs fondé avec sa femme la Fondation Bill & Melinda Gates en 2 000. Cette fondation, en tant qu'œuvre caritative, est totalement exonérée d'impôts, de même que le Trust de la Fondation Bill & Melinda Gates, chargé de gérer les dons et de faire des placements sur les marchés.

Placer une partie de sa fortune dans des associations caritatives est une des manières qu'ont les milliardaires pour mettre leur fortune à l'abri des impôts. C'est ce qu'ont fait les Gates pour la modique somme de 40 milliards de dollars. Mais cette généreuse «*donation*» ne les a, bien entendu, pas mis sur la paille. Bill Gates vient de reconquérir son titre d'homme le plus riche du

monde, avec une fortune estimée à 76 milliards de dollars (plus 9 milliards par rapport à l'année dernière). Le business de la charité est décidément rentable.

«*Nous croyons que chaque personne mérite de vivre une existence productive, en bonne santé*», clame la Fondation Bill Gates. Les 18 000 travailleurs que Microsoft est en train de mettre à la porte apprécieront...

C.P.

• Club des milliardaires

Ça plane pour eux !

Douze nouveaux milliardaires par rapport à l'an dernier, constate le magazine *Challenges* dans son classement des grandes fortunes françaises. En un an, la fortune des 500 plus riches a grossi de plus de 15%, atteignant une richesse globale de 390 milliards d'euros et, depuis 1996, elle a été multipliée par cinq.

Aucune surprise dans ce classement. Depuis des

décennies, on retrouve les mêmes dynasties de la bourgeoisie française, ou «*familles*» (comme pour la mafia!), ainsi que les désigne le magazine. À la première place de ce Top 500 se trouve le leader mondial du luxe, Bernard Arnault, qui a vu sa fortune augmenter de 2,7 milliards, pour atteindre 27 milliards d'euros. Et comme il a le sens de la famille, il a placé tous les membres de celle-ci

à la tête de ses entreprises. Il est talonné de près par Liliane Bettencourt, fille du fondateur du groupe de cosmétiques L'Oréal, avec 26 milliards d'euros, et à la troisième marche du podium, avec 20 milliards d'euros, une autre famille, celle de Gérard Mulliez, fondateur du groupe de distribution Auchan.

Viennent ensuite Dassault, qui s'engraisse sur l'argent public, Pinault, qui

s'est félicité d'avoir fait une superbe affaire en sous-traitant la liquidation de La Redoute et en licenciant à la Fnac, et Bolloré, dont la fortune s'est en partie bâtie sur ses relations avec l'État et sur le pillage de l'Afrique.

Bref, comme le dit sans ironie le magazine *Challenges*, «*les Français les plus riches ne connaissent pas la crise*».

Christian CHAUAUX

• Israël-Gaza

Halte au massacre des Palestiniens !

Depuis le 8 juillet, le gouvernement israélien terrorise les 1,8 million d'habitants de la bande de Gaza sous un déluge de bombes, à raison de 200 raids aériens chaque jour, sans compter les tirs d'obus. Il a complété ces bombardements par une offensive terrestre : les chars écrasent les décombres de ce qui fut des maisons.

En deux semaines, cette nouvelle offensive israélienne est responsable de la mort de plus de 500 Gazaouis. Dans ces quartiers surpeuplés, les dégâts humains sont catastrophiques. Personne ne croit à la propagande du gouvernement israélien sur les tirs « ciblés » visant exclusivement des tunnels d'approvisionnement et des militants du Hamas : l'opération militaire dite « Bordure de protection » est un épisode sanglant, un de plus, de la guerre que les gouvernements israéliens mènent depuis près de soixante-dix ans aux Palestiniens.

Le point de départ de cette offensive serait le meurtre non élucidé, mi-juin, de trois étudiants israéliens, suivi de l'enlèvement d'un adolescent palestinien brûlé vif par des nerfs d'extrême droite, puis de tirs de roquettes depuis Gaza sur le sud d'Israël. Mais les gesticulations bellicistes du Premier ministre israélien Netanyahu, en surenchère par rapport à ses collègues ministres de l'extrême droite ultranationaliste et religieuse,

font l'impasse sur le harcèlement continué exercé sur les Palestiniens, et notamment ceux de la bande de Gaza, où le Hamas a été élu à la tête du gouvernement. Elles « oublient » les deux jeunes manifestants palestiniens abattus par des militaires israéliens, quelques semaines plus tôt en Cisjordanie occupée.

Les justifications avancées par Netanyahu ne suffisent plus à fournir aux puissances occidentales un argument pour le soutenir : l'horreur des images d'enfants mutilés, les appels de médecins tentant de soigner les blessés, conduisent les gouvernements des grandes puissances à appeler Tel Aviv à plus de « retenue ».

Et c'est bien la moindre des choses. Il faut que cesse ce massacre non seulement de « civils », mais d'une population parquée, bien malgré elle, dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza, 41 kilomètres de long, 5 à 12 de large, avec une densité de près de 5000 habitants au km². Chassés de leurs terres en 1948 lors de la constitution d'Israël, avec la bénédiction des grandes puissances, en particulier britannique, 800 000 Palestiniens ont alors dû fuir ou mourir, tandis que 400 de leurs villages étaient rayés de la carte. Lors de la guerre des Six Jours, en 1967, 300 000 autres furent chassés lorsque l'armée israélienne s'empara de territoires dont la plupart sont encore occupés aujourd'hui. Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, des murs furent érigés autour de certains de ces



territoires occupés, la plupart des Palestiniens perdant à cette occasion la liberté de circulation sur leur propre terre.

Depuis près de soixante-dix ans, les Palestiniens aspirent à une vie normale, à des droits minimum. Et depuis tout ce temps la politique des impérialistes, dans la région, a été de soutenir sans répit l'attitude arrogante des gouvernements israéliens successifs à l'égard de leurs voisins arabes, et particulièrement de ceux qui sont obligés de coexister avec la population juive d'Israël dans des frontières communes. Les États-Unis, grands

maitres du jeu, réfléchissent à d'autres alliances potentielles dans cette région où règne un équilibre fragile et qui regorge de pétrole. Mais le gouvernement de Netanyahu n'a de cesse de se dresser sur ses ergots, multipliant les colonisations en dépit des francements de sourcil de l'ONU. Au mépris de la population, de toute la population. Car, pour jouer sa carte, le pouvoir israélien contraint 13 millions d'habitants, israéliens et palestiniens, à une guerre quasi permanente et à une situation de terreur continuelle.

Viviane LAFONT

• Malaysia Airlines

La chaîne des responsabilités

Le tir de missile contre l'avion de ligne de la Malaysia Airlines, abattu dans le ciel de l'Ukraine dans la partie sous contrôle des forces prorusses, a provoqué, cela se comprend, une profonde émotion mais aussi des interrogations. Les versions des deux camps s'opposent sans qu'il soit possible de savoir qui dit la vérité. Une vérité que l'on ne connaîtra peut-être que plus tard, ou jamais, tant les mensonges font partie de la guerre de propagande menée des deux côtés. Seule chose que l'on puisse dire, c'est que les passagers de ce vol ont été des victimes innocentes, collatérales comme on dit, manière d'éviter les vraies questions. Mais cette tragique bavure s'inscrit dans un enchaînement d'événements qui n'est pas né de rien,

Sans remonter à la nuit des temps, la tension à l'origine, qui s'est rapidement transformée en affrontement armé, a pour point de départ le choix d'une minorité ukrainienne de se tourner vers l'Union européenne (UE) et ses supposées prébendes. Que les puissances de l'UE aient contribué à attiser cette situation ne fait pas de doute. Qu'ensuite, aussi bien du côté de Poutine que des puissances occidentales, chaque camp ait tenté soit de tirer la couverture à lui, soit de sortir son épingle d'un jeu compliqué et souvent embarrassant, est une autre évidence.

À partir de là, on peut faire d'autres constats, révoltants eux aussi. Par exemple, l'attitude irresponsable des dirigeants de compagnies aériennes qui ont continué, malgré des risques avérés, de maintenir des itinéraires survolant l'Ukraine afin de ne pas alourdir leurs dépenses en kérosène. Et bien évidemment, et surtout, la décision, quel qu'en soit l'auteur, de déclencher le tir de ce missile.

Qui a commandé le geste, il est important de le savoir, mais sans oublier ceux qui sont à l'origine du chaos sanglant qui règne actuellement en Ukraine.

Jean-Pierre VIAL

• Portugal

Effondrement boursier

Un Espirito santo... dans une économie malade

Jeudi 10 juillet, le « gendarme » de la Bourse de Lisbonne a suspendu la cotation de Banco Espirito Santo (BES), après que l'action de cette banque portugaise eut chuté de 17 % dans la journée, et de 50 % en un mois. Dans son sillage, la Bourse de Lisbonne a dévissé de 4,2 % le même jour. Les Bourses du sud de l'Europe ont reculé à leur plus bas niveau depuis deux mois. Plombée par le Crédit agricole, qui possède 15 % de BES, la Bourse de Paris efface même tous ses gains de 2014.

La perte de confiance dans BES, première banque portugaise par ses actifs qui représentent la moitié du produit intérieur brut du pays, a eu d'autres effets en cascade : les taux auxquels le Portugal emprunte sur les marchés financiers sont repartis à la hausse après des mois de baisse, suivis par ceux d'autres États ; la Grèce n'a pu vendre la moitié des titres de dette publique qu'elle avait émis.

BES, fondé en 1869 par la famille Espirito Santo, est resté contrôlé par cette dynastie via sa holding familiale Espirito Santo International (ESI) jusqu'à sa recapitalisation d'un milliard d'euros en juin 2014... pour faire

bonne figure en prévision d'un test de solidité !

Ses déboires actuels auraient pour origine des irrégularités comptables, sanctionnées le 9 juillet par une rétrogradation de trois crans de sa note par l'agence Moody's.

Il est reproché à ESI, déjà endetté à hauteur de 7 milliards d'euros, d'avoir caché depuis 2008 des pertes de 1,3 milliard d'euros. C'est encore peu, comparé ne serait-ce qu'à l'amende de 6,5 milliards d'euros que la BNP est condamnée à payer aux États-Unis. Mais cela suffit à faire resurgir le spectre de la crise de 2008, caractérisée par la méfiance des banques les unes

envers les autres, et celui de la crise des dettes des États européens de 2011. Pour la chancelière allemande elle-même, l'affaire de la BES « montre à quelle vitesse les marchés s'inquiètent et à quel point la structure de l'euro reste fragile ».

Le 15 juillet, malgré le remplacement précipité des dirigeants de BES, l'action de la banque poursuivait sa chute, atteignant -20 % et menaçant d'entraîner les Bourses européennes dans sa chute. Dans une économie toujours au bord d'une nouvelle crise financière, tous les discours sur la « reprise » sont de pures incantations.

David LOUVOIS

• Congo, Guinée, Sierra Leone et Liberia

Le virus Ebola progresse

Le virus Ebola, peut-être transmis par une chauve-souris, est apparu en 1976 au Congo. C'est une maladie très contagieuse, la seule déclarée épidémique à partir d'un seul cas. La Guinée, avec sa capitale Conakry, en connaît 411 cas depuis mars dernier, dont 310 décès, soit une mortalité de 75 %, dit l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et l'épidémie progresse vers les pays voisins, le Sierra Leone et le Liberia.

La maladie se traduit par une grave fièvre hémorragique et se transmet par les sécrétions. Toute personne en contact avec le porteur doit être équipée

d'une tenue complètement hermétique, et les symptômes apparaissent deux à vingt et un jours après. C'est dire le caractère vital de l'information qui doit être donnée sur la maladie aux populations, aux malades et à leur entourage ; c'est dire aussi la nécessité de centres hospitaliers pourvus en matériel et en personnel aptes à accueillir des populations peu préparées aux démarches médicales.

La coopération transfrontalière est vitale. Mais le budget de 15 millions d'euros pour les six mois à venir, demandé par les professionnels de la santé, n'est même pas assuré. Et

pourtant c'est une somme dérisoire quand on la compare aux milliards de bénéfices des trusts pharmaceutiques. Le continent africain n'a pas les moyens humains et matériels nécessaires pour affronter cette terrible

épidémie. Pourtant ces moyens existent, à quelques milliers de kilomètres. Ne pas les mettre en œuvre est une ignominie de plus à mettre sur le compte du système capitaliste.

Juliette BROSSAY



Soignants en tenue spéciale pour soigner les patients infectés.

• Rassemblements en Israël contre la guerre

D'autres voix tentent de se faire entendre

Bien que peu nombreux, des Israéliens s'opposent à l'hystérie guerrière et raciste propagée par le gouvernement Netanyahu.

Samedi 12 juillet, des centaines de manifestants juifs et arabes se sont rassemblés à Haïfa. Ensemble, ils ont dénoncé la violence et les crimes de l'occupation israélienne. Ce même 12 juillet, quelque 400 personnes, Juifs et Arabes d'Israël, se sont réunies dans la ville arabe de Tira avec pour principal slogan : « Les Juifs et les Arabes refusent d'être ennemis ».

Dans les jours suivants, le mercredi 17 juillet, ils étaient plusieurs centaines à défiler à Jérusalem. À Tel-Aviv aussi, il

y a eu plusieurs manifestations avec des centaines de participants à chaque fois. On y entendait les mêmes cris : « Arrête le massacre à Gaza », « L'occupation doit cesser », « Netanyahu-Hamas, c'est la même guerre ».

Une organisation israélienne d'anciens soldats, Briser le silence, a également organisé un meeting dans un théâtre de Tel-Aviv. À la tribune se sont succédé des militaires israéliens, femmes et hommes, qui ont dénoncé les agissements de Tsahal, l'armée israélienne. Une ancienne militaire a raconté avoir pratiqué la torture à la cigarette, le supplice de la baïonnette. Elle a aussi évoqué le quotidien des humiliations à

l'entrée des check-points, où elle pouvait s'amuser à subtiliser un laissez-passer, interdisant ainsi le passage en Israël à un Palestinien pour qui c'était vital. Yehuda Shaul, codirecteur de l'organisation Briser le silence, témoigne : « Il y a vingt ans, il y avait quelques cas de violation [des droits humains]. Aujourd'hui, c'est devenu une politique. On s'adapte à tout cela. La première fois, on est en état de choc, la deuxième un peu moins et, au bout d'une semaine, on le fait déjà naturellement. »

À chaque rassemblement cette minorité de pacifistes, de militants de gauche et d'extrême gauche, du Parti communiste (Hadash et Maki), de

Gush Shalom, etc., se retrouve en butte aux attaques violentes d'une extrême droite sioniste de plus en plus nombreuse et de plus en plus virulente, une extrême droite qui vocifère ses injures racistes et ses appels au meurtre contre les Arabes et qui parfois passe à l'acte, une extrême droite qui est de fait au pouvoir et qui gangrène toute la société israélienne.

Netanyahu voudrait que le peuple israélien ne s'exprime que d'une voix, celle de la haine des Arabes et de la guerre permanente. Cette minorité qui manifeste courageusement en Israël aura montré qu'une autre voix existe.

Christian CHAUAUX

• Maroc

Le Premier ministre contre le travail des femmes

Lors de son intervention du mois dernier à la Chambre des conseillers, qui au Maroc joue le rôle du Sénat, le Premier ministre, Abdelilah Benkirane, figure du parti islamiste PJD, s'est prononcé sur la place qu'il attribue aux femmes dans ce pays.

« Les maisons sont éteintes depuis que les femmes sont sorties pour travailler, a-t-il déclaré à ses collègues parlementaires. Vous avez été éduqués dans des foyers où il y avait des lustres. Ces lustres étaient vos mères. » Ajoutant que le travail ne laissait plus aux femmes le temps de se marier ni de devenir mères, il s'est dit prêt à proposer un congé maternité de deux ans.

En 2012, un organisme d'État de la monarchie chérifienne établissait que, sur dix femmes en âge de travailler, deux seulement ont un emploi, une est encore étudiante et six sont condamnées à rester à la maison. De plus, dans les campagnes, plus de sept femmes sur dix travaillent gratuitement, comme aides familiales dans les exploitations agricoles. Au-delà du problème du chômage, la situation des femmes au Maroc se mesure au fait qu'en moyenne 50 % d'entre elles sont analphabètes, proportion qui grimpe à 70 % à la campagne. Les filles vont à l'école mais, plus on avance dans les études, et plus elles en sont exclues.

La déclaration provocante de Benkirane a entraîné des protestations d'ONG et d'organisations de femmes. Plusieurs centaines de personnes se sont ainsi rassemblées le 24 juin devant le Parlement à Rabat, relayant l'appel sur les réseaux sociaux « Je ne suis pas un lustre ».

Malgré les postures modernistes du régime chérifien, les femmes sont loin d'être sorties de l'oppression obscurantiste, et Benkirane fait tout pour les y maintenir.

Malika FARÈS

• Au sommaire de

Lutte de classe n° 161 (juillet-août 2014)

- L'impérieuse nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière
- L'économie capitaliste en route vers la prochaine crise financière
- Automobile: L'offensive patronale et les intérêts des travailleurs
- Allemagne: La première économie du continent serait-elle responsable de la crise?
- Irak: Une guerre civile produit de décennies de manœuvres impérialistes
- Afrique du Sud: Après les élections du 7 mai: discrédit de l'ANC et combativité ouvrière
- Côte d'Ivoire: Pendant que le pouvoir parle de stabilité politique et de reprise économique, où en est la situation des classes populaires?
- États-Unis: Henry Ford: génie industriel et exploitateur féroce
- Annexe: Résultats des élections européennes en France

Prix: 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

Pierre MERLET

• Banque de France – Clermont-Ferrand

Grève contre les menaces de privatisation



À l'appel de la CGT, la majorité du personnel, réparti sur deux sites de la Banque de France, à Chamalières et à Vic-le-Comte, s'est mise en grève le 10 juillet pour s'opposer au projet de filialisation, c'est-à-dire de privatisation.

À la papeterie de Vic-le-Comte, située à une vingtaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, la mobilisation a été très forte. La presque totalité des 250 salariés est restée toute la journée à l'entrée du site, bloquant tout mouvement de camions. À l'imprimerie des billets, à Chamalières, dans la banlieue de Clermont-Ferrand, une bonne moitié des 800 salariés était aussi en grève le 10 juillet.

En effet, ce jour-là, un Comité central d'entreprise se tenait à Paris, dans lequel Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, a précisé le projet de réorganisation pour la fabrication des billets.

Actuellement, la papeterie de Vic traite les billets récupérés par l'imprimerie de Chamalières. Il s'agit des billets abîmés ou périmés qui sont retirés de la circulation et renvoyés de Chamalières à Vic-le-Comte par camions blindés. Arrivés à la papeterie, ces billets usagés sont nettoyés, retransformés par des bains chimiques en pâte à papier spéciale, puis en papier. Celui-ci est ramené à Chamalières, pour servir à l'impression des planches à billets.

Le projet de réorganisation fait craindre une fermeture au personnel de la papeterie de Vic. Pour tenter d'apaiser les inquiétudes, le gouverneur a affirmé que le site serait maintenu, mais avec des transformations technologiques et juridiques

importantes. Une nouvelle machine ferait passer la capacité annuelle de production de papier, de 3 000 tonnes actuellement à 4 760 tonnes. Avec la construction d'un nouveau bâtiment pour l'abriter, l'investissement atteindrait 75 millions d'euros.

De plus, pour justifier le projet de filialisation, le gouverneur a expliqué qu'une partie des pays de l'Union européenne, comme l'Autriche et l'Italie, n'ont pas d'imprimerie ni de papeterie. Alors la Banque centrale européenne veut désormais répartir la fabrication de leurs billets par des appels d'offres à des entreprises aussi bien publiques que privées. C'est ce marché important que convoite le gouverneur de la Banque de France, qui voudrait que chaque pays assure 40% de ses besoins en papier auprès de la papeterie de Vic. Et cela sert aussi de prétexte à la mise en place d'une filière papetière privatisée.

D'après la direction de la Banque de France, un tel projet aboutirait à la création d'une vingtaine d'emplois. Mais le personnel voit là une étape vers la privatisation des activités de la Banque et, en réalité, des suppressions d'emplois.

En outre, tout cela entraînerait un changement de statut pour une partie des travailleurs qui passeraient dans la convention collective du secteur papier-carton, avec des salaires diminués. Une partie du personnel est déjà sous statut privé avec moins d'avantages que ceux qui sont encore sous statut public. Alors que la Banque de France veut récupérer davantage de parts de marché et augmenter ses profits, les inquiétudes des salariés de la papeterie comme ceux de l'imprimerie sont plus que justifiées.

Correspondant LO

• Vendredi Média – Cholet

La détermination a payé

Dix-sept salariés, sur les 34 que comptait l'entreprise Vendredi Média à Cholet (distribution de prospectus et périodiques gratuits), viennent de gagner devant la cour d'appel ce qu'ils demandaient: **rappel de salaire, prime d'ancienneté, indemnité de licenciement pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, sans compter les congés payés et les mois de préavis. C'est l'aboutissement d'une grève de 140 jours et de trois ans de procédure.**

En septembre 2010, soutenus par la CGT, 17 sur les 34 salariés rattachés au site de la société Vendredi Média de Cholet se mettaient en grève pour réclamer l'application de la convention collective de la distribution directe. La société comptait environ 120 salariés sur plusieurs départements.

Ils estimaient que leur salaire, compte tenu du temps effectué, équivalait à un taux horaire de 3,50 euros. Ils étaient payés au document distribué, à la prestation par secteur, selon un barème opaque. L'employeur refusait de payer le temps passé à l'« encartage », c'est-à-dire la préparation des poignées de documents à déposer dans les boîtes.

Le conflit a duré 140 jours, émaillé de provocations patronales, de mises à pied avant licenciement, de procès contre la CGT, et de chantage à la fermeture de l'entreprise. Or, celle-ci était déjà en redressement avant la grève.

L'employeur a même fait signer une pétition contre les grévistes.

Mais ils ont tenu bon et ont contesté leur licenciement devant les Prud'hommes. En première instance, ceux-ci ont jugé que tous les licenciements étaient sans cause réelle et sérieuse et condamné l'employeur à payer toutes les indemnités liées à un licenciement pour fait de grève. Il était condamné en outre à appliquer la convention collective depuis le 1^{er} juillet 2005 et à établir des temps d'encartage et de distribution précis. Il en a été incapable tant ses pratiques étaient frauduleuses. Vexé, l'employeur faisait appel.

La cour d'appel a confirmé le jugement des Prud'hommes en ce qui concerne l'application de la convention collective. Elle a condamné l'employeur aux indemnités pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, aux indemnités conventionnelles, au paiement de la durée de la mise à pied

conservatoire, à un rappel de prime d'ancienneté, à un rappel de salaire remontant pour certains à 2005, au paiement du préavis, à l'incidence congés payés sur tous les rappels de salaire, etc. Et surtout, elle a fixé les sommes dues en s'appuyant sur les temps de travail réels établis par chacun des salariés, semaine après semaine, mois après mois, permettant d'établir un salaire moyen mensuel qu'aurait donc dû percevoir les salariés avant la grève.

Comme l'entreprise est fermée, ce sont le liquidateur judiciaire et les AGS (Assurance garantie salaire) qui paieront, mais les sommes gagnées sont importantes. Pour le plus ancien, le rappel de salaire est de plus de 40 000 euros et l'indemnité de licenciement est de 18 000 euros, avec les autres rubriques, on arrive à 80 000 euros.

À l'annonce du jugement, les grévistes étaient fiers, et à juste titre. Ils n'ont jamais lâché et ont conservé leur dignité jusqu'au bout. Leur combat servira à d'autres, car aujourd'hui bien des travailleurs dans cette branche d'activité sont encore soumis à des manipulations telles qu'elles ressemblent fort à du travail dissimulé.

Correspondant LO

• Michelin – Clermont-Ferrand

Un patron réactionnaire qui joue au réformateur

Invité à une conférence organisée fin juin par la région Auvergne – laquelle est présidée par un socialiste – le n° 1 du groupe Michelin, Jean-Dominique Sénard, fait mine de vouloir bousculer le monde politique et patronal.

En apparence, il exprime des idées avancées, presque « révolutionnaires ». Il préconise en effet que tout salarié, notamment dans le privé, puisse se présenter à des élections politiques en toute sécurité: l'employeur devrait offrir la garantie que, quel que soit le parti politique et le résultat, élu ou pas, il ait la possibilité de retrouver son poste de travail aux mêmes conditions, et sans inconvénient pour son salaire et sa carrière. Et il

promet d'appliquer cela dans toute l'entreprise Michelin.

Cependant son sens de la démocratie s'arrête à l'entrée de l'usine: comme dans les autres entreprises, il y interdit toute expression politique.

De plus, cette apparente largesse de vue est vite battue en brèche lorsque ce patron précise sa pensée sur des sujets très sensibles qui touchent directement la situation des travailleurs.

Ainsi, il voudrait une réforme du statut de la fonction publique, sans doute trop favorisée selon lui. Il entend aussi corriger des points « en profondeur », tel que la formation « grand gisement d'emplois »: il sous-entend que le gouvernement doit prendre des mesures favorisant le patronat pour les conditions d'embauche et de salaire. De

même, il voudrait faire modifier les récentes lois sur le logement... dont les propriétaires ne disent que du mal. Enfin il lève un lièvre sur le « coût du travail » qui représenterait une charge insupportable pour ces pauvres patrons.

Bien d'autres aspects le chagrinent, comme par exemple le fait que trop peu de salariés investissent leurs maigres économies – quand ils en ont – dans l'entreprise.

Ces projets de réformes vont à l'évidence tout droit dans le sens des intérêts exclusifs du patronat. Mais pouvait-on attendre autre chose de la part du dirigeant d'un des plus grands trusts mondiaux, dont les revenus dépassent largement les deux millions d'euros par an?

Correspondant LO

• Ex-Altia – Beaucourt (Territoire de Belfort)

Grève contre une fermeture programmée

L'usine ex-Altia de Beaucourt, qui produit des pièces d'emboutissage pour l'automobile, principalement PSA, a été mise en redressement judiciaire. Elle devrait être reprise par la FDS-Snop, avec 22 licenciements parmi les 103 travailleurs concernés, les 80 restants devant intégrer l'usine Snop du Technoland d'Étupes, à 12 km. La fermeture de Beaucourt est annoncée d'ici quinze mois.

Pour obtenir des garanties concernant leur transfert et négocier des indemnités un peu plus importantes aux futurs licenciés, les travailleurs ont démarré une grève totale le vendredi 11 juillet, ainsi que

le blocage des expéditions, qui sont quotidiennes pour les sites PSA de Mulhouse et Sochaux. Le mardi 15 juillet, PSA, qui est en réalité le décideur, et la Snop ne voulaient s'engager sur rien avant le 1^{er} août, juste après le 28 juillet, date prévue du jugement du tribunal de commerce à Paris.

La grève avec occupation a continué, malgré les pressions de tous les instants de PSA, qui a besoin de la production suée par les ouvriers d'Altia. Ceux-ci ont reçu de nombreux soutiens des travailleurs et militants des autres entreprises de la région. Ils ont décidé la reprise du travail le vendredi 18 juillet, quand les syndicats, dont la CGT très majoritaire, ont présenté l'avancée obtenue

sur l'indemnité de licenciement supra légale : 30 000 euros pour les 22 licenciés, bien plus que ce qui avait été dit avant la grève. Ceux qui iront à Étupes conserveront leur ancienneté. PSA s'est engagé à passer des commandes supplémentaires chez Snop pour intégrer les ex-Altia.

Mais ceux-ci ont déjà payé de nombreuses fois, par des plans de licenciements enchaînés cession après cession, pour savoir qu'un tel engagement de PSA n'est pas une garantie du maintien de l'emploi, du moins bien longtemps. Nombre d'entreprises Altia, à commencer par toutes celles du secteur emboutissage automobile où 720 emplois sont concernés, sont en redressement judiciaire. Depuis, plusieurs autres de ce

groupe, dont Caddie employant 400 travailleurs, le sont aussi.

Grâce aux révélations de certains cadres, on a appris que les trois actionnaires du groupe – Patrice Durant, Nicole Cohen et Patrick Adolf – disposent d'un compte au Luxembourg où ils auraient déposé plus de 5 millions d'euros, alors même qu'ils prétendaient avoir des difficultés de trésorerie. C'est aussi au nom de prétendues difficultés de trésorerie que les pouvoirs publics, via la BPI (Banque publique d'investissement), qui détient déjà une participation de 20 % au capital d'Altia – participation prise pour aider ces trois voleurs à agrandir leur champ d'exploitation – viennent de leur accorder en juin un « accompagnement

financier renforcé ». La BPI aurait encore mis 5 millions d'euros dans Altia selon le journal *Le Monde*.

La seule condition a été un « changement de gouvernance », mais les trois actionnaires majoritaires le restent et personne ne leur demande aucun compte sur les millions mis à l'abri dans un paradis fiscal. Pour les travailleurs de Beaucourt, le seul « accompagnement » des services publics qui se présente est celui de Pôle emploi!

Les donneurs d'ordres, PSA, Renault et des équipementiers comme Altia, Snop, peuvent compter sur le soutien total de Montebourg et du gouvernement.

Correspondant LO

• Sanofi

2 600 emplois menacés

Le Canard enchaîné du 9 juillet a rendu public un projet du groupe Sanofi, l'un des plus profitables du CAC 40, qui veut se débarrasser de 200 médicaments dits « matures », des médicaments anciens ayant déjà beaucoup rapporté, menaçant ainsi 2 600 emplois.

La direction a d'abord démenti, mais elle admet maintenant que le sujet est à l'étude. D'ailleurs, la rédaction de cet hebdomadaire a entre les mains un document qui détaille ce projet. Les travailleurs de Sanofi, eux, n'ont pas oublié que la liquidation du site de Romainville avait commencé par l'envoi anonyme d'un document du même genre aux organisations syndicales, document qui s'était révélé exact.

Dans ce nouveau projet, baptisé Phoenix, le groupe cherche à vendre deux cents médicaments, parmi lesquels le Plavix,

l'Aprovel ou la Dépakine. Il s'agit d'anticiper sur le déclin, tout relatif, de leur rentabilité en les revendant à d'autres laboratoires, afin de se consacrer à des médicaments plus prometteurs pour les profits du groupe.

Plusieurs laboratoires pharmaceutiques, Pfizer, Abbott et Otsuka, ont été contactés, mais aussi deux fonds d'investissement américains, Texas Pacific Group et Warburg Pincus.

Sanofi mettrait en place une

société commune avec l'acheteur, à laquelle il apporterait ses médicaments, ses brevets et ses emplois contre de l'argent. Sanofi espère y gagner plus de 6 milliards d'euros.

L'affaire devrait se conclure d'ici un an ou deux. Quatre usines sont sur la sellette, dont trois en France (Compiègne, Quéigny et Amilly), et deux centres de distribution, l'un à Marly-la-Ville et l'autre en Espagne, soit 2 600 emplois,

pour l'essentiel en France. On ne sait pas ce qu'ils deviendront : vendus, mutés, précarité accrue, ou pire. D'ores et déjà, Sanofi aurait provisionné de l'argent pour financer le volet dit social.

Et comme si ces menaces sur l'emploi ne suffisaient pas, dans l'usine de Compiègne, la direction veut en plus aggraver l'exploitation en imposant des horaires plus contraignants. Pas question pour les

travailleurs de laisser passer ces deux attaques sans réagir!

La publication de cet article a en tout cas confirmé des bruits qui circulaient depuis quelque temps. Encore une fois, les exploitaires avaient préparé leurs sales coups dans leurs conseils d'administration, à l'abri du secret industriel, un secret qu'il faut supprimer, en même temps que le droit des patrons de faire ce qu'ils veulent.

Correspondant LO

• Sanofi – Compiègne

Non aux nouveaux horaires

La veille des vacances, le 27 juin, la direction de l'usine de Compiègne du groupe Sanofi a présenté les nouveaux horaires qu'elle voudrait imposer.

Pour faire face à n'importe quelle commande, mais sans stock, les travailleurs en équipe

commenceraient à 5 h 25 du matin, soit une heure plus tôt.

En diminuant les pauses, et en retirant le temps de repas du temps de travail, la direction imposerait au total quatre heures de plus par semaine et par salarié posté.

Dans les laboratoires de

contrôle et d'autres services, on passerait également en horaires décalés. Sans parler de la généralisation du travail de nuit et du week-end.

La direction doit encore détailler son projet dans les prochaines réunions avec les syndicats. Mais, dès

maintenant, les travailleurs le rejettent très majoritairement. Si les vacances commencent à vider l'usine, la rentrée sera marquée par le refus de cette nouvelle attaque, à laquelle s'ajoutent maintenant des menaces sur les emplois.

Correspondant LO

• MuCem – Marseille

Pillage de l'argent public par le privé

Selon le *Journal du Dimanche*, qui s'est procuré une note confidentielle, la Cour des comptes dénoncerait le coût final du MuCem (Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée), ce nouveau musée ouvert à Marseille en juin 2013. Il aurait coûté au total 350 millions d'euros, en comptant les

études, la construction, au lieu des 160 millions initialement prévus.

Entre autres explications pour ce gonflement de la facture, le partenariat public-privé réalisé avec la société Icade, pour financer le centre de conservation et de ressources, un bâtiment qui doit servir à conserver les réserves

du musée. Le recours à ce type de contrat, dit PPP, évite de demander un prêt auprès des banques. C'est donc la société Icade qui a financé la construction de ce centre de conservation, et c'est elle qui en assure la gestion à la place de la collectivité. Mais, en échange, le contrat assure à Icade une rémunération fixe,

et très élevée, pendant vingt-cinq ans. Officiellement, le ministère de la Culture ne s'est pas endetté, mais cela coûte en fait très cher au contribuable, qui doit payer la rémunération d'Icade encore plus cher que ne coûterait le remboursement d'un crédit bancaire. Icade aurait ainsi pu dégager, pendant la première

année, une marge de 20 % sur le loyer perçu. Une très bonne affaire, et sans aucun risque, puisque la rémunération est fixée d'avance.

Un exemple de plus qui illustre le vol de l'argent public par les grandes entreprises, avec la bénédiction de l'État à leur service...

Hélène COMTE

• PSA Peugeot Citroën – Poissy

Débrayages contre les attaques de la direction

Depuis deux mois, à l'usine de PSA Poissy, la direction a accentué sa politique de sanction contre les travailleurs, qu'ils soient ou non des militants. Pour un oui ou un non, on peut être convoqué pour une sanction.

La direction utilise le moindre prétexte: un simple retard, un dépassement du temps de pause, une réflexion à un chef, un arrêt maladie qu'elle considère de trop, etc. Les pressions s'accroissent aussi sur des travailleurs qu'elle trouve trop usés ou trop âgés et qu'elle essaye de changer de poste ou de convaincre de quitter l'entreprise.

À la veille de la fermeture annuelle pour congés, c'est un serrage de vis général. La

direction sait très bien qu'à la reprise elle va en demander beaucoup aux travailleurs. Ce qui se prépare, ce sont d'abord les augmentations de cadences prévues en octobre prochain, puis le passage en mono-flux (une seule ligne de production au lieu de deux actuellement) fin décembre 2014, avec comme conséquence une importante attaque sur le terrain de l'emploi.

Mais la direction a dû faire face à des travailleurs qui

refusent de se laisser faire en prenant l'initiative de faire circuler des pétitions, ou en débrayant, comme par exemple vendredi 18 juillet, où 120 travailleurs ont arrêté le travail pendant une heure pour accompagner deux délégués CGT, dont le secrétaire du syndicat, à leur entretien préalable à sanction. Et, de nouveau, 50 travailleurs ont débrayé lundi matin pendant une heure pour accompagner trois autres militants convoqués.

Ces travailleurs sont conscients qu'en menant une politique de sanctions contre les militants ouvriers la direction s'attaque en fait à tous les



Lors d'une précédente manifestation.

travailleurs de l'usine, car elle espère bien aggraver encore un peu plus l'exploitation. Et ces différentes réactions sont

autant de signes que bien des travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire.

Correspondant LO

• Sevelnord – Hordain (Nord)

Sanctions et brimades

Sevelnord, usine du groupe PSA située près de Valenciennes, produit des véhicules utilitaires pour Peugeot, Citroën et Toyota. Bientôt, PSA va y démarrer la production d'un nouveau modèle, appelé pour l'instant le K zéro.

C'est paraît-il un cadeau et un privilège pour l'usine, puisque ce futur modèle est censé « sauver le site » qui, sans lui, aurait pu disparaître. Du moins c'est ainsi que PSA l'a présenté, afin d'obtenir des cadeaux de l'État et des

collectivités locales.

Pour le K zéro, la direction veut donc tout: l'excellence, la productivité maximum, le minimum de personnel et des salaires bloqués. Tout cela était prévu dans l'accord de compétitivité signé, il y a deux ans déjà, par tous les syndicats sauf la CGT. Mais, évidemment, les problèmes sont nombreux. Un exemple: les modifications dans l'usine préparatoires au K zéro se déroulent pendant qu'on produit encore les anciens modèles, alors le manque de place entraîne les embouteillages et la

désorganisation.

De plus, depuis des années, les effectifs fondent. Il manque tellement de monde que même les formations prévues pour le personnel en vue du K zéro ont été annulées pour mettre tout le monde en production. Or ces formations étaient soi-disant très importantes. On voit ce que valent les discours des directeurs!

Pour tenter de préparer les travailleurs à accepter les difficultés prévues à la rentrée, les sanctions ou les menaces de sanction pleuvent. Les congés commencent le

25 juillet mais, en attendant, les responsables d'unité ont la consigne de relever tout ce qui pourrait justifier des avertissements ou des entretiens disciplinaires. Et l'inventaire est riche de bêtises en tout genre. Des chefs notent les poubelles non vidées, les vestes accrochées au mauvais endroit, les bouteilles d'eau hors des supports prévus, ou même le nombre de vis tombées par terre! Autre exemple récent: cela peut arriver à tout le monde d'oublier son badge pour passer le tourniquet à l'entrée. Dans ce cas-là, on

trouve toujours un camarade qui aide à passer avec son badge. Eh bien, la direction a convoqué des travailleurs pour leur reprocher cette solidarité!

Beaucoup se demandent quelle mouche a piqué la direction. En fait, c'est très simple: Sevelnord aimerait que les travailleurs se préparent à une rentrée difficile, où il faudra produire et se taire. Mais c'est peut-être Sevelnord qui connaîtra une rentrée difficile, et qui paiera sa crise d'autoritarisme. Ce serait bien fait!

Correspondant LO

• Française de mécanique – Douvrin (Pas-de-Calais)

Une régression sociale à combattre

Un an après la signature, par la CFDT, la CFTC et la CGC, d'un accord de performance industrielle, qui est surtout un accord de régression sociale accompagné d'un chantage à l'emploi, la situation des travailleurs de la Française de mécanique de Douvrin, qui fabrique des moteurs PSA et Renault, continue de s'aggraver.

La direction de l'entreprise déclare que la production remontera d'ici deux ou trois ans, après l'arrivée d'un nouveau module de moteur, et qu'en attendant il faut faire le dos rond. Mais, au nom de cette promesse, qui ne vaut pas grand-chose car d'autres productions sont en chute libre, on impose aux travailleurs une véritable dégradation de leurs conditions de travail et de vie.

Cet accord a annoncé une chute brutale de plus d'un tiers

des 3 000 emplois en deux ou trois ans. Pour accélérer la baisse de l'effectif, la direction a mis en place un plan d'accompagnement pour ceux qui seront en retraite d'ici un ou deux ans (trois ans pour les salariés reconnus handicapés).

Le précédent plan de départs anticipés, il y a quelques années, était quasiment fermé aux ouvriers et avait permis à de nombreux cadres, y compris le directeur, de toucher de très confortables indemnités. Aujourd'hui, le congé senior n'est payé qu'à 70 % du salaire net, avec un minimum à 1 386 euros, et bien des salariés hésitent à partir avec une paye au rabais, malgré la terrible envie de se sauver de cette usine.

De plus, pour accélérer encore les départs, la direction encourage la recherche du travail ailleurs, avec y compris l'aide de... Pôle emploi, qui a maintenant ses entrées dans

l'usine. On affiche même des recruteurs comme Crit intérim qui, comme son nom l'indique, propose des contrats précaires au lieu des actuels CDI!

Pour ceux qui n'ont pas décidé de partir dans ces conditions, ou sont encore loin de la retraite, ce plan a entraîné une importante dégradation des conditions de travail. En premier lieu, les revenus de tous les salariés ont baissé: blocage des salaires pendant trois ans, disparition de certaines primes, chômage partiel (de un à cinq jours par mois, voire plus, payés à seulement 70 % du brut), des heures supplémentaires obligatoires annoncées deux heures avant la fin de poste pour garantir la production, des séances allongées de deux heures obligatoires pendant plusieurs jours, des samedis obligatoires. Bien souvent l'augmentation du nombre des heures de travail n'est pas payée

et ces heures sont mises sur une banque d'heures que seule la direction maîtrise. Tous ces horaires fous, modifiés régulièrement, ne permettent plus aux salariés de prévoir à l'avance leur week-end (travail du samedi ou non), leur heure d'arrivée ou de sortie de poste, ou même leurs congés. À cela s'ajoute la diminution des temps de pause qui rend les journées plus fatigantes et réellement épuisantes quand il y a des heures supplémentaires.

Pour faire face aux pannes de machines ou aux ruptures de stock qui ont retardé la fabrication, la direction impose d'allonger les journées à l'usine ou le travail le samedi, au seul prétexte de ne laisser aucune production à quai ou de faire partir les camions remplis.

Ce sont ces abus réguliers qui ont provoqué les premières réactions au montage du pôle Renault, contre une demi-heure

obligatoire, la pression et le manque d'effectif. Dans l'atelier du nouveau moteur (EB), des salariés se sont aussi regroupés pour aller protester auprès de leur cadre contre les horaires obligatoires, contre le pont de l'Ascension qui avait sauté à la dernière minute, les deux heures obligatoires pendant le mois d'avril pour que l'atelier fonctionne quand des journalistes passaient, suivies de chômage partiel le mois suivant...

Si ces petits mouvements ne sont pas encore largement suivis par d'autres, les paies qui diminuent, les horaires qui sont bouleversés ou se rallongent, les mobilités internes qui s'intensifient sont autant d'ingrédients qui pourraient faire que le ras-le-bol éclate. Et la direction fera peut-être déborder le vase elle-même, par son mépris quotidien vis-à-vis des travailleurs.

Correspondant LO

Autour des OPA : la spéculation continue

Après l'épisode du rachat de SFR, pour lequel Bouygues était prêt à déboursier la modique somme de 15 milliards d'euros, les rachats d'entreprises et les opérations de fusion-acquisition à très grande échelle continuent de plus belle, dans tous les secteurs de l'économie.

Les Échos du 15 juillet faisait état de l'OPA, d'un montant de 53,7 milliards de dollars, du géant américain de la pharmacie AbbVie sur la société anglo-irlandaise Shire. Toujours dans ce secteur, un

autre géant américain, Pfizer, avait proposé 87 milliards de dollars aux actionnaires du groupe anglo-suédois Astrazeneca pour racheter leurs actions, offre refusée par ces derniers car jugée insuffisante. Les journaux économiques sont chaque jour remplis d'annonces du même genre. Le numéro 2 mondial de la cigarette, le groupe américain Reynolds, rachèterait le numéro 3, Lorillard, pour 27,4 milliards de dollars, dette comprise. Dans l'audiovisuel américain, Rupert Murdoch, PDG de 21st Century Fox, proposerait 80 milliards de

dollars pour acheter Time Warner.

Les entreprises empruntent pour financer leurs achats, d'autant plus facilement qu'en ce moment les taux d'intérêt sont bas, grâce aux politiques accommodantes des banques centrales. Mais ces emprunts devront être remboursés et, pour que ces opérations continuent à rapporter gros, il faut surtout que les mouvements spéculatifs ne s'arrêtent pas.

Pendant que les dirigeants des différents États, d'Obama à Hollande, pérorent sur la nécessaire relance de l'investissement, prétendent prendre des

mesure pour soi-disant « réguler » la finance, les grandes entreprises et les banques continuent de plus belle à faire ce qui leur rapporte le plus, en jouant au casino de la spéculation toujours plus de ces milliards tirés du travail d'ouvriers, d'employés, de techniciens.

Dans ces OPA ou ces projets de rachat et de fusion, il n'y a pas le moindre investissement productif. Il ne s'agit absolument pas d'investir dans de nouvelles productions. L'OPA des géants américains de la pharmacie ne permettra aucune avancée dans la recherche de nouveaux

médicaments. Il s'agit de se revendre entre capitalistes des entreprises et des moyens de production déjà existants. Elles ne permettront pas non plus la création du moindre emploi, bien au contraire. Ces très grands groupes en profitent pour « restructurer », c'est-à-dire diminuer la masse salariale et augmenter la productivité, en licenciant, en augmentant les cadences et en baissant les salaires.

Tous ces milliards ne serviront qu'à verser des dividendes toujours plus élevés aux actionnaires qui ont raflé la mise.

Aline RETESSE

• Universités

Vers une sélection des étudiants ?

Vaut-il mieux tirer au sort les jeunes qui auront le droit de faire les études qu'ils souhaitent, ou bien éliminer ceux qui n'ont pas eu les meilleures notes ? C'est le faux dilemme provoqué par l'asphyxie financière des universités.

Théoriquement, l'obtention du baccalauréat donne le droit de poursuivre des études à l'université, dans la filière de son choix. En pratique, les universités limitent l'accès à un nombre croissant de formations, ainsi que le dénonce le syndicat étudiant Unef. Elles le font selon une politique élitiste délibérée, ou bien y sont poussées par les restrictions budgétaires, n'ayant plus les moyens d'accueillir tous les bacheliers dans certaines filières.

Parfois, les premiers arrivés sont les premiers servis,

et les suivants n'ont plus qu'à chercher une autre formation. Dans d'autres cas, les étudiants autorisés à s'inscrire sont tirés au hasard, comme à la loterie, parmi ceux qui en ont fait la demande. La filière sport de l'université de Montpellier I a ainsi tiré au sort 650 étudiants sur les 4500 demandes.

Depuis longtemps, à l'université et en dehors, une sélection par concours existe : en médecine, dans les écoles d'ingénieurs et de commerce. Certains voudraient généraliser cela. L'université de Toulouse I, par exemple, a limité à 90 places sa double licence droit-économie et a fait une sélection sur dossier parmi les 350 demandes. Mais ces sélections ne consistent pas à s'assurer que les jeunes ont les compétences pour poursuivre des études, et encore moins à



permettre à tous d'acquérir ces compétences. Elles ne font que les mettre en concurrence pour un nombre de places limité d'avance, et aggravent encore des inégalités sociales que le système scolaire dans son ensemble contribue à reproduire.

Tout en limitant donc

l'arrivée d'étudiants dans certaines filières, les universités font par ailleurs la chasse aux cours qui ne « rentabilisent » pas suffisamment les enseignants. À l'université Paris VI, les cours comptant moins de dix étudiants sont ainsi supprimés.

L'intérêt de la société serait

de permettre à tous d'acquérir le maximum de connaissances. L'insuffisance de moyens conduit à dire à des jeunes qu'ils n'ont pas leur place pour apprendre. C'est un gâchis, l'un des aspects de la faillite de cette société capitaliste.

Ludovic BAZIET

• Emploi à domicile

Petit cadeau, grosses économies

Lundi 21 juillet les députés ont voté un allègement de cotisations pour les particuliers qui emploient du personnel. Cette mesure s'appliquera à compter du 1^{er} septembre à la garde d'enfants et à l'aide aux personnes âgées dépendantes et aux personnes handicapées.

La réduction des cotisations doublera, passant de 0,75 euro l'heure déclarée à 1,50 euro. Le gouvernement prétend que cette mesure permettra aux particuliers de continuer à utiliser les services de personnel à domicile, alors que, depuis 2012, le chiffre des emplois à domicile ne fait que diminuer. Depuis 2012, 16 500 emplois à temps plein auraient été perdus selon la Fédération des particuliers employeurs et le nombre

des foyers y recourant aurait diminué de moitié, à environ 2 millions.

Le gouvernement fait mine ainsi de défendre l'emploi et d'aider les familles pour la garde de leurs enfants ou la prise en charge des personnes âgées ou handicapées. Et c'est vrai qu'aujourd'hui ces problèmes concernent des millions de foyers, et pas uniquement les plus riches. Bien des personnes âgées ou malades ne peuvent vivre sans ces aides et ne pourraient pas les payer avec leur seule retraite ou allocation.

Si c'est le cas, c'est aussi et surtout parce que les gouvernements successifs, depuis des années, ont taillé dans tous les budgets d'aide, en particulier ceux destinés aux personnes

âgées. On a vu comment l'État a confié la gestion de l'aide aux personnes âgées dépendantes, l'APA (allocation personnalisée à l'autonomie) aux conseils généraux. On a vu comment la CNAV a diminué le volume d'heures des aides à domicile attribuées aux personnes âgées. C'est cette politique qui a amené le développement du travail à domicile de personnes employées par les particuliers. Et ce n'est pas en faisant un petit cadeau à ces « employeurs » que le gouvernement fera oublier la politique dramatique qui depuis des années vise en fait, sous prétexte d'économies pour le budget de l'État, à rogner sur les budgets pour les aides à domicile.

Cédric DUVAL

Intermittents, précaires, même combat

À Paris, mardi 1^{er} juillet, une centaine d'intermittents ont envahi la Direction nationale du courrier pour soutenir les postiers des Hauts-de-Seine en grève depuis presque quatre mois et menacés de licenciement. Des actions en commun ont eu lieu avec des employés de Pôle emploi en lutte pour obtenir des postes supplémentaires, et eux aussi concernés par les suppressions d'emploi et l'arrivée de nouveaux chômeurs.

Jeudi 10 juillet c'est à l'hôpital de la Pitié Salpêtrière qu'hospitaliers et intermittents, avec une délégation des employés des bibliothèques

de la ville, eux aussi en lutte, se sont retrouvés, pour manifester avec les syndicats CGT et Sud de l'hôpital lors de l'inauguration d'un nouveau bâtiment de l'institut E3M par Marisol Touraine. Le personnel de l'hôpital travaille en permanence en sous-effectif. La ministre a préféré annuler sa venue plutôt que venir répondre à la colère des manifestants.

Tous les travailleurs sont aujourd'hui concernés par la précarité et rogner sur les droits des uns pèsera sur les droits de tous.

Correspondant LO

• Visite présidentielle en Côte d'Ivoire

Pas de miracle pour la population

François Hollande s'est rendu en Côte d'Ivoire le 17 juillet, accompagné d'une cinquantaine d'hommes d'affaires.

À Abidjan, Hollande a ainsi pu admirer le patrouilleur *L'Émergence*, fabriqué à Lanester en Bretagne, et récemment livré à l'armée ivoirienne. Il a ensuite fait un petit détour par le chantier du futur pont à péage que le groupe Bouygues construit pour le compte

de l'État ivoirien. Un chantier de 230 millions d'euros, dont un tiers est payé par la Côte d'Ivoire, et sur lequel Bouygues percevra les péages pendant trente ans.

Avec près de 800 entreprises, dont 160 sont des grands groupes tels que Bouygues, Bolloré, Orange, la Société Générale, ou la BNP, les capitalistes français demeurent les premiers investisseurs étrangers en Côte d'Ivoire, où ils raflent notamment les marchés

publics.

Depuis l'éviction du président Gbagbo par l'armée française, et son remplacement par Alassane Ouattara en 2011, l'économie ivoirienne connaît une reprise. La croissance serait de l'ordre de 10 % depuis trois ans, un chiffre qui a fait parler certains journaux de « miracle ivoirien ». Un « miracle » dont les capitalistes français aimeraient bien profiter... et qui justifie bien que Hollande se

déplace pour leur compte.

La population, quant à elle, n'a pas vu le fameux miracle. Nombre de travailleurs n'ont en effet pas de travail, ou n'ont que de petits boulots. Pour les autres, le salaire minimum est de 95 euros par mois, mais il est loin d'être appliqué partout.

« *La croissance ne se mange pas* », reconnaissait avec cynisme un proche du président ivoirien.

Jean FIELD

• États-Unis

Obama pourchasse les sans-papiers

Au cours de la campagne électorale de 2008, pour capter un maximum de voix dans la partie de l'électorat américain ayant des liens familiaux avec l'Amérique latine, le démocrate Barack Obama avait promis de réformer en priorité les lois répressives contre l'immigration, héritées en partie de la présidence du républicain George W. Bush.

Mais il n'en a rien fait. Au contraire, en cinq années de présidence, Obama a fait expulser deux millions d'immigrés sans papiers, soit plus que pendant les huit ans où son prédécesseur occupait la Maison-Blanche.

Depuis 2006, la longue frontière entre les États-Unis et le Mexique a été équipée d'une barrière qui ne décourage pas les immigrants sans visa de tenter leur chance. Mais elle rend encore plus dangereux le périple, déjà coûteux et périlleux à cause des gangs qui servent de passeurs: des milliers de personnes ont déjà trouvé la mort en essayant de la franchir.

Les conditions de vie dans les pays d'Amérique centrale et au Mexique, dont des régions entières sont sous la coupe de très violents cartels de la drogue, s'aggravent tellement que les familles sont prêtes à tout pour qu'au moins certains de leurs membres tentent la chance d'une vie meilleure aux USA. Ceux-ci compteraient au moins 12 millions de personnes sans papiers, dont plus de la moitié venant du Mexique.

Les derniers six mois ont vu 47 000 mineurs tenter de franchir la frontière pour rejoindre des parents déjà installés aux États-Unis. Du coup Obama, prétendant agir



pour des raisons humanitaires contre les gangs de passeurs, veut augmenter de 2 milliards le budget nécessaire pour renforcer les patrouilles le long de la barrière. Il s'agit aussi et surtout de renvoyer au sud de la frontière le plus vite possible les mineurs isolés qui peuplent les centres de rétention, notamment avant que les services de santé ne les prennent en charge et que leur famille installée aux USA ne prenne contact avec eux.

Sur le terrain de la politique anti-immigrés, l'illusion que le démocrate Obama valait mieux que les républicains a fait long feu. Obama essaye surtout de contenter les plus réactionnaires et sa politique répressive maintient dans l'illégalité des millions de travailleurs. Et en même temps, elle met à la portée du patronat une main-d'œuvre privée de droits qu'il peut surexploiter à son gré.

Lucien DÉTROIT

• Collision entre deux trains

Économies sur la sécurité

Jeudi 17 juillet, un grave accident ferroviaire a eu lieu, presque un an jour pour jour après le déraillement meurtrier de Brétigny. Cette fois, deux trains sont entrés en collision au niveau de Denguin, un village béarnais situé à 15 km de Pau.

Un train express régional (TER) a violemment percuté l'arrière d'un TGV qui circulait à vitesse réduite sur la même voie. L'accident n'a pas fait de morts, contrairement à celui de Brétigny, mais une quarantaine de blessés, dont deux graves.

Même si les enquêtes lancées après l'accident sont toujours en cours, il semble probable que cet accident soit dû à une défaillance de la signalisation. Un problème avait été signalé sur celle-ci une heure plus tôt et elle était en cours de maintenance au moment de l'accident. La collision est peut-être due à une signalisation repassée au vert au moment où le TER l'a franchie, ce qui expliquerait que son conducteur soit reparti à vitesse normale.

Le système de sécurité ferroviaire BAPR utilisé sur cette ligne vise à assurer un espacement suffisant entre des convois circulant sur une même voie, mais il ne dispose d'aucun doublement de contrôle de la sécurité en cas de défaillance technique ou humaine. Pourtant, la connaissance en matière de sécurité ferroviaire a bien évolué, souvent à la suite de tels accidents, et il existe d'autres systèmes plus sûrs, reliés à un système de téléphonie mobile.

La généralisation de tels systèmes de sécurité aurait un coût important, car elle obligerait à des investissements sur le matériel roulant ainsi que sur toutes les infrastructures. Un tel investissement dans la sécurité des usagers et des agents SNCF n'est certainement pas à l'ordre du jour pour la direction de la SNCF qui ne pense qu'à faire des économies, comme le montre sa réforme ferroviaire dénoncée à juste titre par les cheminots en grève en juin dernier.

Correspondant LO

Itinéraire de politiciens gâtés

Le suspense est insoutenable: qui, de Pierre Moscovici ou d'Élisabeth Guigou, va être choisi pour faire partie de la Commission européenne? L'actuel ministre de l'Économie et des Finances dit avoir « la confiance » de François Hollande. On veut bien le croire. Moscovici est en effet un enfant du sérail: secrétaire national du PS, député à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, ancien ministre délégué sous Jospin, proche de DSK, il a été ministre de l'Économie. Guigou, ancienne ministre, est sortie du même tonneau.

Mais voilà, la Commission européenne peine à respecter

la parité, d'où la nomination éventuelle d'Élisabeth Guigou. Ce à quoi Moscovici a délicatement répondu que la France avait déjà « donné » beaucoup de femmes à la Commission européenne, et qu'il faudrait peut-être se tourner vers d'autres pays. Il est vrai qu'il n'a jamais été ministre des Droits des femmes...

Les contreparties du Pacte de responsabilité: du vent!

Dans le cadre des négociations de branche pour le pacte de responsabilité, un premier accord vient d'être établi dans la chimie, signé par le patronat du secteur, la CFDT et la CFTC. Il prévoit 47 000 embauches d'ici 2017. La CFDT pavoise. Mais cela équivaut à peu de chose près

aux embauches réalisées ces trois dernières années dans cette branche, pour compenser les départs en retraite, démissions, etc.

En contrepartie des allègements de charges et d'impôts prévus par le pacte, les patrons s'engagent donc... à faire comme avant, et à embaucher s'ils en ont besoin. Et cela, la CFDT et la CFTC le savent bien.

Filipetti et les intermittents: une sortie en douce

Jeudi 17 juillet, Aurélie Filipetti, ministre de la Culture, s'est rendue au festival d'Avignon. La nouvelle de sa présence s'est vite répandue, et elle a été prise à partie par une centaine d'intermittents

scandant: « *Dehors, dehors les enfumeurs.* » Ils avaient averti que pas un spectacle n'aurait lieu en présence d'un membre du gouvernement. Un peu plus tôt, en assemblée générale, les membres des collectifs des festivals, de la CGT et de la Coordination des intérimaires et des précaires, avaient décidé de ne pas la rencontrer. Ils lui ont répété: « *Ça suffit l'enfumage, on n'est pas là pour discuter* », et « *tant qu'il n'y a pas d'ouverture de véritables négociations, il n'y a pas de raison de vous rencontrer.* »

Au bout du compte, ils lui ont demandé de partir. Filipetti n'a pas eu d'autre choix que de rentrer précipitamment dans sa voiture pour leur échapper. Voilà un accueil qu'elle a bien mérité!